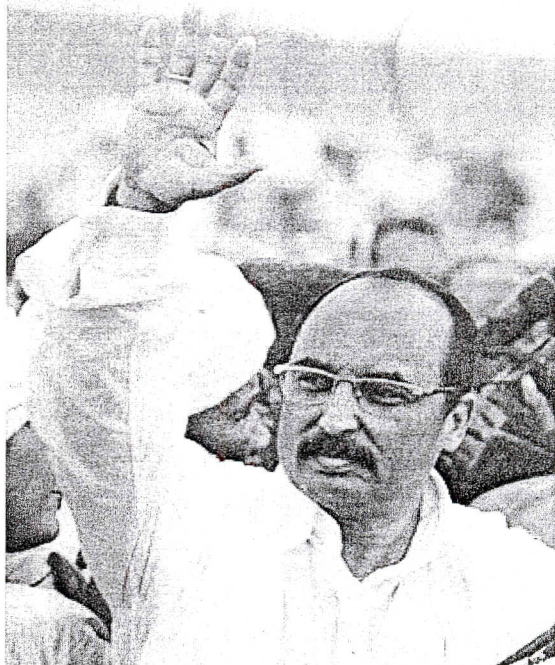


Le front s'enflamme

Fin de la trêve, avec la visite du président de la République à la gazra de Arafat où il devait superviser les opérations de dégagements des rues et places publiques en vue d'ouvrir la voie à un vaste lotissement, comme cela s'est produit au début de la " Rectification ".

Ainsi, sur conseils, dit-on, de sa majorité, Ould Abdel Aziz décide que les hostilités doivent reprendre, comme au temps où il cherchait à faire accepter son pouvoir issu d'un coup d'Etat. La donne ici est toute autre. Il s'agit de ne plus prêter le flanc aux critiques de l'opposition, et passer à l'offensive.



POUVOIR - OPPOSITION

Le front s'enflamme

Fin de la trêve, avec la visite du président de la République à la gazra de Arafat où il devait superviser les opérations de dégagements des rues et places publiques en vue d'ouvrir la voie à un vaste lotissement, comme cela s'est produit au début de la " Rectification ". Ainsi, sur conseils, dit-on, de sa majorité, Ould Abdel Aziz décide que les hostilités doivent reprendre, comme au temps où il cherchait à faire accepter son pouvoir issu d'un coup d'Etat. La donne ici est toute autre. Il s'agit de ne plus prêter le flanc aux critiques de l'opposition, et passer à l'offensive.

Samedi dernier, à Arafat, le président Ould Abdel Aziz n'y est pas allé, comme à son habitude, avec le dos de la cuillère. Selon lui, " L'opposition soutient le terrorisme et la gabegie ", allusion claire aux prises de position des députés RFD, APP, UFP et Tawassoul contre la loi sur le terrorisme, que le Conseil Constitutionnel a fini par rejeter.

Cette " sortie " présidentielle met fin à la guerre des tranchées à laquelle se livraient jusqu'alors les deux camps de la Majorité et de l'Opposition, avec un léger avantage pour cette dernière. Elle intervient après la réception par le Président de la République du rapport sur les journées de réflexion des partis de la majorité préconisant une réorganisant des troupes et la mise en place d'une nouvelle stratégie de communication. Un rapport qui demande expressément au gouvernement, aux parlementaires et aux partis politiques de la majorité une mobilisation générale pour passer à l'offensive. Le rapport n'avait-il pas souligné, en effet, que l'action du gouvernement qui se doit d'être l'émanation du programme électoral du président de la République, pêche par son manque de visibilité ? Une sorte de mea culpa de la majorité présidentielle après avoir été sermonnée par le président lui-même, juste à la fin de la dernière session parlementaire où elle était restée sur la défensive face aux attaques répétées de l'opposition.

Et l'on peut penser que le choix de la gazra d'Arafat pour le lancement de cette nouvelle offensive du pouvoir n'est pas fortuit. C'est de la gazra de " Hay Saken " qu'est né, en effet, le mythe du " président des pauvres " et l'espoir que ces zones d'habitat précaire vont disparaître un jour du décor de Nouakchott. Certes, " Hay Saken " est un chapitre non encore clos, mais il a

joué un rôle déterminant dans le succès populaire de la " Rectification ". Le quartier est devenu tout un symbole. Et c'est cela que l'on tente de recréer aujourd'hui avec le lancement à partir de la gazra de Arafat de ce qui semble bien être un " Hay Saken " bis.

L'opposition réagit

Accusée de tous les maux par le président Mohamed Ould Abdel Aziz, mais aussi par le ministre de la Santé, dans une tribune du journal officiel Chaab, l'opposition n'a pas tardé à réagir à ce qu'elle considère comme un premier signe de fébrilité du pouvoir. Pour elle, l'essentiel se trouve ailleurs, au niveau de la flambée vertigineuse des prix mais aussi de l'impossibilité pour le gouvernement d'avancer sur le plan du concret. Le traçage de nouvelles routes ne signifie aucunement le début des travaux. C'est symbolique, voire " théâtral ", clame l'opposition, comme d'ailleurs tout le reste ! Elle pense que tout ce qui a été fait depuis l'élection mitigée de Ould Abdél Aziz n'est qu'un simple rafistolage à partir de restes de financements obtenus sous le mandat écourté du président Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi. Elle va même plus loin en évoquant la dilapidation de centaines de millions d'ouguiyas dans le cadre de la campagne présidentielle au profit de la candidature de celui qui allait passer en force au premier tour. Ould Bedredine, député à l'Assemblée et vice-président de l'Union des Forces du Progrès (UFP), intervenant dans le domaine, remet sur la table la question des 50 millions de dollars US à laquelle répond le président de la République, de manière tacite, en disant que, pour la sécurité du pays, les dépenses n'auront pas de limites même s'il faut arrê-

ter tout le reste.

Engagements.

Comme arguments forts allant dans le sens de ce choix du " tout sécuritaire ", le président de la République souligne l'ouverture de 35 points de passage sur l'ensemble du territoire national et le renforcement de l'arsenal juridique destiné à mieux s'adapter à la nouvelle donne terroriste. Il ne rate pas l'occasion pour tirer à boulets rouges sur l'opposition qu'il accuse de soutenir le terrorisme en déposant en recours au Conseil constitutionnel et en soutenant, selon lui, le Mali dans le différend qui l'a opposé à la Mauritanie et à l'Algérie suite à la libération de quatre terroristes dont un ressortissant mauritanien.

Mais cet aspect de la riposte présidentielle est-il suffisamment convaincant pour faire oublier tout le reste ?

L'argument massif de l'opposition contre le gouvernement est cette incapacité à faire face à la détérioration progressive des conditions de vie des populations. On peut bien accepter, avec le président de la République qu'un effort vient d'être fait dans le domaine de la sécurité et que la généralisation des indemnités de logement et de transport répond à un souci de minimum de justice. Mais face à la flambée des prix, le gouvernement fait preuve d'une carence certaine, remarquent les partis d'opposition qui souligne que leur adversaire se suffit de répéter un discours qui a largement été servi durant la précédente campagne, à savoir qu'il y a un vaste programme social de lutte contre la pauvreté.

Evolution

Pour le moment, la préoccupation essentielle du pouvoir tient en deux mots : construire des routes, équiper des centres

de santé et le reste attendra. Nul besoin de dire que les évolutions positives que connaîtra le pays et dont parle le président Mohamed Ould Abdel Aziz sont liées aux résultats des négociations avec les bailleurs de fonds multilatéraux, plus encore qu'aux financements attendus de la Libye et de l'Iran. Le président ne cache pas que tout ce qui a été fait jusqu'à présent vient d'une " mise à disposition " de fonds prélevés d'allocations prévues sur les budgets antérieurs de l'Etat. Ce qui n'est pas loin de confirmer les dires de l'opposition qui parle de " retraitement " de fonds présents dans les caisses du temps de Sidi, de recyclage de projets prévus de longue date et d'absence de programme de gouvernement.

Il faut donc convenir que " l'échange d'amabilités " entre le pouvoir et l'opposition sort la scène politique de sa morosité, ce qui n'est pas, forcément, un signe de bonne santé de la démocratie. On peut même penser qu'il s'agit plutôt d'un retour à la case départ, quand la crise politique avait atteint son sommet et qu'il était devenu nécessaire qu'un acteur externe intervienne pour éviter les dégâts.

Aujourd'hui encore, il n'y pas, pour le moment, possibilité de dialogue. L'opposition renvoie toujours à l'Accord de Dakar alors que le pouvoir cherche à recadrer ce dialogue en fonction de son programme de gouvernement et de ses priorités. Autant dire que tous les ingrédients d'une nouvelle crise politique sont là. Sauf que, cette fois-ci, c'est la situation économique du pays et le sort des populations qui trancheront en faveur du pouvoir ou de l'opposition.